



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel ENV4

Affaire suivie par : Eric LOISEL

Téléphone : 05 61 15 37 53

Télécopie : 05 61 15 39 88

Courriel : eric.loisel@developpement-durable.gouv.fr

Colomiers, le

23 NOV. 2015

Le Directeur Régional

à

Monsieur le Préfet

Direction Départementale des Territoires
de la Haute-Garonne

SEEF/UPE

Cité administrative – Bât. E

1 rue de la cité administrative

BP 70001

31 074 TOULOUSE Cedex 9

Bordereau d'envoi

| Désignation des pièces : | nombre : | date : |
|---|----------|------------|
| Société AFM Recyclage à Montréjeau : Demande en date du 11/09/2015 de renouvellement de l'agrément du centre VHU. | | |
| Projet d'arrêté préfectoral complémentaire | 1 | |
| Rapport de l'inspection des installations classées | 1 | 20/11/2015 |

Observation : Transmis pour mise à l'ordre du jour du prochain CODERST.

Pour le DREAL et par délégation,
L'adjointe au chef de l'Unité territoriale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège

Christine DACHICOURT-COSSART



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 20 novembre 2015

Unité Territoriale de Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV4

Affaire suivie par : Eric LOISEL
N/Réf. : 2015/EL/EC/932
n° S3IC 068-3162

Téléphone : 05 61 15 37 53
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : eric.loisel @developpement-durable.gouv.fr

Objet : Demande de renouvellement d'agrément – Centre de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) de Montréjeau exploité par la société AFM Recyclage

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES AU PREFET de HAUTE-GARONNE

Établissement concerné : Société AFM Recyclage – chemin des champs route de St Gaudens, RN 117 à Montréjeau - [agrément n°PR.31.00027.D]

Par transmission du 11 septembre 2015 la société AFM Recyclage a adressé au préfet, avec copie à l'inspection des installations classées, la demande de renouvellement de l'agrément du centre de véhicules hors d'usage (VHU) établie pour l'installation située chemin des champs route de St Gaudens, RN 117, 31210 Montréjeau.

Cette demande est établie en application de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

Elle est instruite selon les modalités de la circulaire du 27 août 2012 relative aux modalités d'application de l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé qui souligne notamment la nécessité de préciser certaines notions et prescriptions à mettre en œuvre de façon uniforme sur le plan national par l'inspection des installations classées.

1 – SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

Les installations de la société AFM Recyclage, situées chemin des champs route de St Gaudens – RN 117 à Montréjeau, sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral du 7 janvier 1985 autorisant l'exploitation d'un dépôt de véhicules hors d'usage. La société est également agréée pour l'exploitation d'un centre VHU par arrêté préfectoral complémentaire du 11 mars 2010 (agrément n°PR.31.0027.D) pour une durée de 6 ans.

Les activités exercées sur le site de Montréjeau relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- n° 2712, régime de l'enregistrement : dépollution et stockage temporaire de VHU ;
- n° 2713, régime de l'autorisation : transit et regroupement de métaux et déchets de métaux.

2 - ANALYSE DE L'INSPECTION

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage, le dossier de demande d'agrément doit comporter :

- le demandeur étant une personne morale, sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;
- l'engagement du demandeur de respecter les obligations du cahier des charges mentionnées en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 précité et les moyens mis en œuvre à cette fin ;
- pour les installations existantes : les éléments figurant à l'article R515-37 du code de l'environnement : la nature et l'origine des déchets qui peuvent être traités, les quantités maximales admises et les conditions de leurs traitements ;
- les références de l'arrêté préfectoral pris, le cas échéant, au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément, établi par un organisme tiers accrédité ;
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini en annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 précité ;
- la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 précité.

La demande de renouvellement de l'agrément déposée par la société AFM Recyclage pour son site de Montréjeau est complet.

3 – CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Après analyse de la demande, aucun motif ne s'oppose au renouvellement de l'agrément n°PR.31.0027.D délivré le 11/03/2010 à la société AFM Recyclage pour son installation de dépollution de VHU de Montréjeau.

L'inspection des installations classées propose de donner une suite favorable à cette demande de renouvellement d'agrément pour une période de 6 ans dans le respect des engagements pris par le pétitionnaire.

Les prescriptions doivent être mises à jour par arrêté préfectoral complémentaire après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement sans modification du numéro d'agrément.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport. Il remplace l'ancien cahier des charges national par le celui annexé à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 (cf. article R.543-164 du code de l'environnement).

L'inspecteur de l'environnement,

Eric LOISEL

Vérifié, et validé le, 23/11/15
L'inspecteur de l'environnement,

Christine DACHICOURT-COSSART

